

Pour un État policé

Tribune – Edito – Patrick A – 27/07/12

Les forces du désordre ont fait des leurs ce mardi. Armes en main et en plein tribunal d'Anosy, des hommes du Groupe d'intervention rapide (GIR) de la Police nationale se sont opposés à la mise en mandat de dépôt de cinq de leurs collègues. Ceux-ci sont impliqués dans la « bavure » ayant entraîné la mort d'un opérateur économique à Ankasina en Mai dernier.

S'indignant du comportement de ses hommes, le Directeur de la Police nationale déclarait qu'on n'avait jamais vu cela. Il semble qu'il ait eu la mémoire courte à ce moment là, car tout cela rappelle fortement le comportement des policiers de la ville de Toliara pendant l'affaire Michel Rehavana en décembre dernier. Le refus des policiers de livrer des suspects ou des condamnés à la Justice, sous le prétexte que ceux-ci sont également policiers, semble ainsi se généraliser.

Après de longues négociations, les 5 policiers suspectés ont finalement été remis à la Brigade criminelle puis conduits à la prison de Tsiarahy comme demandé par la Justice. Reste à savoir les suites disciplinaires et pénales qui seront appliquées à leurs collègues impliqués dans les événements, que l'on ne peut qu'appeler complices armés d'une évasion.

Dans une autre affaire, le fameux Remenabila est lui même un ancien membre du Resep, garde présidentielle de l'époque de la présidence de Didier Ratsiraka. De ce fait, et même si aucune preuve matérielle n'a été produite, les soupçons de complaisance ou de complicité dans cette affaire des anciens membres de ce régiment restés dans l'armée se font jour et se multiplient. D'autres anciens membres du Resep ont fait partie du noyau de militaires ayant déclenché la mutinerie du Capsat en mars 2009, mutinerie qui avait renversé le rapport de forces et au final permis à Andry Rajoelina de prendre le pouvoir aux dépens de Marc Ravalomanana. Que pensent aujourd'hui ces hommes et jusqu'où s'étend leur influence ?

La situation actuelle évoque par moments celle de ce même mois de Mars 2009. Au risque de réveiller la guerre de qualificatifs entre « coup d'État » et « lutte populaire », il me semble que la qualification la plus précise pour désigner ce qui s'était passé à cette époque là est « progressive perte de contrôle des forces de sécurité par le pouvoir exécutif ». Les explications de Marc Ravalomanana selon lesquelles c'était lui qui avait ordonné que les militaires ne tirent pas le 26 janvier 2009 pour réprimer les pillages n'ont jamais totalement convaincu. Difficile de ne pas se poser la question : s'il avait effectivement donné l'ordre de faire feu ce jour là, lui aurait-on obéi ? La réaction tardive des pompiers, gendarmes, policiers et militaires ce jour là ne trahissait-elle pas avant tout des négociations devenues obligatoires entre différents groupes avant que les responsables de l'ordre ne se mettent au travail ?

Apprentis sorciers

Avec les mutineries successives de la FIGN, du BANI et du RFI, Andry Rajoelina ne peut se prévaloir de maîtriser à 100% les forces de l'ordre. Certains de ces adversaires politiques rêvent encore d'en profiter. Qu'ils prennent garde cependant : les expériences de 1991 à 2012 prouvent bien que lorsque les responsables en place perdent le contrôle des armées ou de la police, ceux qui suivent ne le récupèrent jamais complètement.

Bien rares sont les hommes politiques qui aujourd'hui peuvent se prévaloir de ne jamais avoir joué les apprentis-sorciers. Un autre élément délicat pourrait cependant constituer un espoir, si le virage est habilement négocié. L'on sait que dans les trois ans, un tiers des fonctionnaires doit partir à la retraite. La situation dans les corps sécuritaires ne doit pas être complètement différente de celle des autres corps de la Fonction publique : il y a là un espoir de renouvellement si les prochaines autorités élues ont la légitimité et le courage nécessaires pour tirer profit de cette situation délicate. Cela coûtera sans doute cher, car toute réforme nécessitent quelques moyens : il serait cependant dangereux de lésiner.

La discipline est la force des armées. Faisons tout alors pour que la discipline chez les *dahalo* ne devienne pas supérieure à celle des forces gouvernementales, sinon nous serions fort mal partis.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Pour-un-Etat-police,17735.html>